

11 Octobre 2011

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le MoDem Ardèche exprime sa complète compréhension vis à vis des manifestations qui se déroulent aujourd'hui. En effet, celles-ci sont l'expression sociale des revendications de l'ensemble des organisations syndicales, revendications portées dans une lettre commune éditée le 1er Septembre dernier.

En regard de cette lettre, on notera que sur de nombreux points, ces revendications trouvent un écho dans les orientations concrètes proposées par François Bayrou dans son livre diagnostic "2012 - Etat d'Urgence". Ainsi

- sur la réforme de la fiscalité, le MoDem prévoit la création de deux tranches supplémentaires de l'impôt et la création d'une taxe sur les transactions financières,
- sur l'emploi - notamment celui des jeunes: les axes prioritaires du MoDem sont
 - "Instruire": en "sanctuarisant" dans les approches budgétaires les moyens de l'Education Nationale afin que nos jeunes acquièrent les bases élémentaires nécessaires aux adaptations qu'ils rencontreront dans leur vie professionnelle,
 - "Produire": la délocalisation n'est pas une maladie inéluctable liée au seul différentiel supposé des coûts de main-d'œuvre mais à un manque de volonté politique
 - 80 % de notre commerce extérieur se fait avec des pays européens;
 - nous sommes déficitaires vis à vis de pays au niveau de développement social globalement comparable (Italie, Pays-Bas, Irlande, Norvège, Etats-Unis, Belgique)
Document de référence gouvernemental: Aperçu du Commerce extérieur de la France
<http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Etudes/tableaux/apercu.pdf>
- sur le sentiment de nos concitoyens d'une injustice sociale croissante, le MoDem propose de "reconstruire la démocratie" en rétablissant la séparation des pouvoirs dans les hautes sphères de la gouvernance française avec une exigence de transparence.

Extrait de la lettre de l'intersyndicale CFTD, CGT, FSU, Unsa et Solidaires du 1er Septembre 2011.

... Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- *Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.*
- *Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.*
- *Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.*
- *Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes ...*